

URSS
91-95
carton
n° 7862

PARIS, LE 27 AOUT 1991

→ CAD
à conserver.

Ow
B.D.

NOTE

A/S : Boris Eltsine et la nouvelle équation du pouvoir.

L'ordre institutionnel précaire instauré par Mikhaïl Gorbatchev est mort. Les deux grands piliers de cet ordre sont en pleine décomposition : le Parti communiste et l'"Union" c'est-à-dire l'Etat centralisé.

Il a fallu l'agonie du régime pour que l'évidence s'impose aux yeux de tous ceux qui croyaient encore le système soviétique réformable : l'empire des tsars a été sauvé et gelé dans ses frontières pendant soixante-dix ans par la dictature d'un parti unique qui réprimait toute tentative de dissidence et interdisait de sortir de l'empire. Sans un régime autoritaire, la domination politique de la Russie sur des nations indépendantes est condamnée.

Tel est le défi majeur auquel se trouve confronté Boris Eltsine, au lendemain de l'épisode plus burlesque que tragique qui a démoli l'ordre ancien : représenter le peuple russe tout en gérant un assemblage de nations : agir en démocrate tout en reprenant, au moins temporairement la direction de l'empire.

Le Président russe bénéficie de l'état de grâce. Il a intérêt à agir vite car, l'hiver approchant et les populations retrouvant le goût amer des réalités quotidiennes, il devra assumer, pour la première fois, la responsabilité de la bonne marche du pays. Sa stratégie est d'utiliser le vide du pouvoir central pour agir à la place de Mikhaïl Gorbatchev. Il veut assurer conjointement le gouvernement de la république fédérative de Russie et le gouvernement de l'Union telle qu'elle existe encore à ce jour. Il veut être l'artisan des contrats qui associeront la Russie et certaines des républiques. Il prend donc la responsabilité de dessiner les contours d'une future entité étatique qu'il est difficile aujourd'hui de qualifier.

L'armée, les ministères centraux, les entreprises d'Etat, sont obligés de "faire confiance" à Boris Eltsine car ils n'ont pas le choix. Ce qui réunissait toutes ces institutions - le parti communiste - devient le principal accusé d'un grand procès de l'Histoire dont il est aussi la victime. Après le choc du 19 août, B. Eltsine paraît être le rempart contre le chaos et la disparition de l'Etat.

En effet, il n'est pas une institution centrale qui ressorte indemne du coup d'Etat.

Les parlementaires de l'Union n'ont pas dénoncé la destitution de Mikhaïl Gorbatchev alors qu'ils l'avaient eux-mêmes élu président de l'URSS en mars 1990 et qu'ils étaient les représentants d'un ordre institutionnel choisi par eux depuis leur élection eu printemps 1989. Plus grave pour le Soviet suprême de l'URSS, son président Anatoli Loukianov est directement mêlé à l'affaire. Il s'était d'ailleurs ouverement

opposé à la politique gorbatchévienne et au traité d'Union la veille du coup d'Etat (voir note CAP C/91-47 du 21 août).

Le gouvernement de l'Union a disparu dans la tourmente puisque son chef, Valentin Pavlov, et plusieurs ministres figurent parmi les conjurés. Boris Eltsine n'a donc eu aucune difficulté à placer son propre premier ministre, Ivan Silaiev, à la tête d'un gouvernement transitoire. La gestion de l'Union et la gestion de la république de Russie sont donc confiées à une direction commune.

Les "organes", ou les piliers de l'appareil traditionnel, ont été fortement ébranlés. Les directions du KGB, de l'armée, du parti communiste ont participé au coup d'Etat. Le problème pour Boris Eltsine est d'utiliser cet affaiblissement pour se consolider. Ce qui signifie casser le PCUS, purger le KGB mais préserver l'armée. L'Etat a besoin d'une armée et l'armée a besoin d'un Etat. Après l'échec lamentable du 19 août, les chefs militaires gagnent à soutenir celui qui "représente l'Etat" ou plutôt qui empêche la disparition de l'Etat, Boris Eltsine. Car M. Gorbatchev, même s'il conserve à ce jour son titre de Président, ne représente plus rien. Mais le problème crucial n'est reporté qu'à demain : quel est cet "Etat" représenté par B. Eltsine, un ensemble d'Etats souverains ou la seule république de Russie, elle-même menacée par les nationalismes iakoute, tatar, bachkir ? L'avenir de l'armée soviétique, indissociable du sort de l'empire, se joue dans la négociation engagée entre les instances républicaines et le pouvoir russe.

Comme M. Gorbatchev avant lui, et comme tout chef d'Etat, Boris Eltsine doit à la fois gérer le

présent et assurer l'avenir. Et il devra le faire dans un contexte de changement de régime, c'est-à-dire gouverner à travers multes élections, référendum et batailles de pouvoir à tous les niveaux et dans toutes les régions.

Il balancera entre les mesures de type autoritaire - interdire le PCUS, contrôler les productions essentielles et leur distribution - et les politiques de libéralisation - économie de marché, décentralisation des pouvoirs, reconnaissance des indépendances baltes. La tâche la plus délicate sera d'opérer la mutation de la nomenclature. Il faut non seulement installer une nouvelle administration à tous les échelons, de nouveaux "préfets", il faut aussi s'assurer l'obéissance de millions de fonctionnaires qui garderont pour la plupart leurs postes d'exécutants.

Son personnage et le rôle qu'il revendique dans l'histoire le placent devant deux obligations : éviter les conflits ouverts et le chaos, continuer de personnifier la liberté de choix. Comme il n'y aura pas de miracle économique, dans le meilleur des cas il ne remplira ces devoirs que très imparfaitement.

Boris Eltsine a intérêt à accélérer le processus révolutionnaire qui met à bas l'ancien système incarné par les statues de Lénine, les comités du parti et par Mikhaïl Gorbatchev. Par contre, il n'a pas intérêt à fixer trop vite de nouvelles règles de pouvoir. La situation politique et sociale est beaucoup trop fluide, le désordre économique beaucoup trop dangereux. Des normes définies aujourd'hui ne reflèteraient que le rapport de forces immédiat et voleraient en éclats à la première évolution contraire.

Les histoires parallèles des différentes républiques constituent les variables les plus lourdes et les plus imprévisibles.

Pour quelque temps encore, le chef de la Russie dirigera l'empire, ce qui après tout n'est pas inédit dans l'histoire russe. Mais B. Eltsine n'est pas un nouveau "Tsar de toutes les Russes" car il est ceint de la légitimité populaire et non d'une couronne impériale. Le régime politique en Russie reste à inventer./. (M. MENDRAS)